

# Les ateliers écohumanistes

*Les ateliers écohumanistes réunissent des chercheurs pour identifier les solutions pouvant répondre simultanément aux enjeux humains, des écosystèmes et du climat.*





# Objectifs

- 
- 1. Contribuer à une meilleure compréhension des défis planétaires**  
et à une conscience collective de la nature et de l'échelle des solutions à déployer
  - 2. Evaluer la pertinence et l'efficacité des solutions**  
identifiées au regard des trois objectifs que sont l'amélioration de la condition humaine, la vitalité des écosystèmes naturels et la stabilisation du climat
  - 3. Identifier les leviers**  
participant à la mise en œuvre de solutions au niveau d'ambition nécessaire.

*Les ateliers s'inscrivent dans la démarche écohumaniste. Ils sont pensés dans l'esprit d'un apport mutuel des intervenants visant à soutenir le débat d'idées par l'analyse, sans recherche artificielle de controverses.*

# Programme des ateliers

## ..... Climat

19 Septembre 2022



**PIERRE BARRÉ**  
Chargé  
de recherche CNRS,  
laboratoire de  
Géologie de l'ENS



**OLIVIER BOUCHER**  
Directeur  
de recherche CNRS,  
responsable du Centre de  
Modélisation du Climat à l'Institut  
Pierre-Simon Laplace



**FRANÇOIS-MARIE BRÉON**  
Chercheur CEA,  
Laboratoire des Sciences du Climat  
et de l'Environnement à l'Institut  
Pierre-Simon Laplace

## ..... Biodiversité

5 Décembre 2022



**CARMEN BESSA-GOMES**  
Enseignante-chercheuse en  
écologie, AgroParisTech,  
équipe Processus Écologiques  
et Pressions Anthropique



**GUILLAUME GIGOT**  
Responsable de la Cellule  
Conservation,  
Réfèrent Outre-mer à PatriNat,  
OFB



**ELSA BONNAUD**  
Enseignante-chercheuse en  
écologie, Université Paris-Saclay,  
équipe Dynamique  
de la biodiversité et  
macro-écologie

## ..... Développement humain

27 janvier 2023



**ANTOINE FLAHAULT**  
Médecin épidémiologiste,  
professeur de santé publique  
à l'Université de Genève et  
directeur de l'Institut de santé  
globale à la faculté de médecine  
de l'Université de Genève.



**NOLWEN HENAFF**  
Chargée de recherche à l'IRD/  
CEPED, spécialisée sur les  
questions d'éducation.



**FABRICE MURTIN**  
Chef de la Recherche,  
Modélisation et Analyse  
Avancée à l'OCDE, Centre  
pour le bien-être, l'inclusion,  
la soutenabilité et l'égalité des  
chances.



# Atelier Développement Humain

## Compte rendu

---

Pour la première fois en 32 ans, l'indice de développement humain au niveau mondial a reculé 2 années consécutives. Alors que le développement humain avait connu des progrès ces dernières décennies, les différentes crises liées notamment à la pandémie, les guerres, et l'énergie, ont fait revenir cet indice à son niveau de 2016, effaçant une partie des progrès qui avaient été accomplis. Neuf pays sur dix sont aujourd'hui concernés par cette chute qui impacte la santé, l'éducation et le niveau de vie des habitants.

Cet atelier vise à faire le point sur les besoins fondamentaux et évaluer l'évolution de la prise en compte du développement humain<sup>1</sup>.

## I. Le développement humain au niveau global

### Les indices de développement

#### L'indice de développement humain

Calculé chaque année par le PNUD, l'indice de développement humain (IDH) évalue le niveau de développement de chaque pays en se fondant non pas sur des données strictement économiques, mais aussi sur la qualité de vie de leurs ressortissants. L'IDH intègre trois facteurs :

- l'espérance de vie à la naissance, significative des conditions de vie (alimentation, logement, eau potable...) et de l'accès à la médecine ;
- le niveau d'éducation, qui détermine l'autonomie tant professionnelle que sociale ;
- le revenu national brut par habitant, révélateur du niveau de vie et ainsi de l'accès à la culture, aux biens et services, aux transports...

Cet indicateur synthétique précurseur mesure le niveau moyen atteint dans les dimensions essentielles du développement humain – vivre longtemps et en bonne santé, acquérir des connaissances et avoir un niveau de vie décent.

<sup>1</sup> Veuillez noter que dans le cadre de ce compte-rendu le genre masculin a été choisi pour désigner les intervenants de manière à ne pas les identifier.



Cependant il présente des lacunes pointées par l'un des experts, qui lui reproche d'associer des taux d'équivalence entre les revenus et des dimensions non monétaires comme l'espérance de vie, l'éducation ou la santé. En mettant ces valeurs au même niveau, cet indice attribue un prix fictif et une valeur à la vie, la liberté d'expression, l'apprentissage ou encore la santé, ce qui est loin d'être scientifiquement pertinent. Les scientifiques ont déjà essayé de donner une valeur à ces notions complexes et les résultats ne sont pas en accord avec les calculs de l'IDH.

Cet expert alerte donc en expliquant qu'il ne faut pas se fier à cet indicateur composite, mais plutôt s'intéresser à ses composantes et leurs évolutions. Pour autant, même les mauvais indicateurs scientifiquement parlant, ont leur utilité. Un autre chercheur présent explique ainsi qu'il n'y a pas d'indicateurs parfaits. Mais malgré ses failles, l'IDH a eu le mérite d'attirer l'attention sur le fait que le développement ou le bien-être ne sont pas seulement économiques. Il a ainsi permis d'introduire la notion de développement humain dans le débat public, rompant avec les analyses antérieures qui étaient majoritairement basées sur la seule analyse des revenus.

### **La mesure du capital humain**

En parallèle de l'IDH il existe le Human Capital Index (HCI), une mesure prospective de l'incidence de l'état de santé et du niveau d'instruction actuels sur la productivité de la prochaine génération de travailleurs. Il englobe l'ensemble des connaissances et compétences qui impactent les individus tout au long de leur vie - que ce soit sur le plan sanitaire (état de santé, nutrition, services de santé) ou de l'éducation (qualité de l'enseignement, compétences, employabilité), et qui leur permettent de réaliser pleinement leur potentiel en devenant des membres productifs de la société.

Selon la définition de l'OCDE : le capital humain recouvre l'ensemble des connaissances, qualifications, compétences et caractéristiques individuelles qui facilitent la création du bien-être personnel, social et économique. C'est donc un bien immatériel qui peut faire progresser ou soutenir la productivité, l'innovation et l'employabilité <sup>2</sup>.

L'un des experts pointe cependant que l'utilisation du terme "capital" n'est pas neutre et réduit l'être humain à un outil de production, un bien. Cette vision réductrice peut introduire des biais dans les analyses et la manière dont les sujets de santé et d'éducation peuvent être ensuite abordés.

<sup>2</sup> « L'investissement dans le capital humain - Une comparaison internationale », OCDE 1998 et « Du bien-être des nations : le rôle du capital humain et social », OCDE 2001



## **Fiabilité des données**

Au-delà des problèmes de définition des indicateurs et de construction de ces indicateurs, la question de la collecte de l'information sur le terrain se pose également. Dans un grand nombre de pays, les données sont en effet très sujettes à caution (en raison de leur aspect lacunaire et de leurs rares mises à jour ou de leur manque d'accessibilité). Les chiffres doivent donc être manipulés avec précaution, en particulier dans l'éducation où ces manques affectent en partie la pertinence des comparaisons internationales.

Le Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA), une évaluation créée par l'OCDE, apporte un outil pour réaliser ces comparaisons entre pays en mesurant les acquis et les compétences des élèves de 15 ans en lecture, sciences et mathématiques pour évaluer l'efficacité des systèmes éducatifs. PISA apporte ainsi une richesse d'informations mais, selon l'un des chercheurs, il manque encore énormément de données et de sources de données pour comprendre les enjeux de développement de l'éducation. Par exemple, PISA ne permet pas de déterminer quel est le niveau d'accès à l'éducation des minorités ethniques. Les enquêtes sur le sujet ne sont qu'occasionnelles. Des collectes d'information plus régulières en particulier sur le sujet des inégalités sont donc indispensables.

## **Mettre les données en perspectives**

Ces réflexions sur la fiabilité des données incitent donc à systématiquement recontextualiser les informations. Un effort qui doit par exemple s'appliquer à l'analyse du recul de l'IDH ces deux dernières années. La crise pandémique de 2020 a en effet affecté toutes les dimensions des 11 indices de bien-être, comme les revenus, la santé, l'éducation, le logement, la sécurité, les relations sociales et l'emploi. Aucun des indicateurs pendant cette période ne reflète des progrès positifs.

Cependant, les chercheurs invitent à évaluer les progrès du développement humain sur plus long terme: entre 2010 et 2018, les évolutions sont en effet plutôt positives dans la plupart des pays. Les revenus, l'emploi, l'espérance de vie, la « quantité » (mais pas la qualité) de l'éducation ont tous crû. Un tableau encourageant, néanmoins marqué par des zones d'ombre sur certains aspects, notamment les inégalités.

## **Zoom sur l'éducation**

### **État des lieux sur la santé**

L'espérance de vie a doublé dans tous les pays du monde au cours des 100 dernières années. Cependant, ce n'est pas un acquis linéaire et définitif. La pandémie de sida a entraîné, par exemple, un accident très brutal sur l'espérance de vie, en particulier en Afrique. Un ralentissement commence à être observé (notamment aux États Unis) en raison de la pandémie de Covid-19.



## Les déterminants de la santé

L'un des experts soutient que les grands déterminants de la santé ne sont pas médicaux. Les trois plus importants sont :

- Les inégalités sociales et de revenus

Elles entraînent des inégalités de santé majeures qui affectent des indicateurs comme l'espérance de vie. Des études ont ainsi démontré que les cadres vivent plus longtemps que les ouvriers. L'argent, et les revenus, vont jouer un rôle important dans la lutte contre les maladies.

Cependant, taxation et redistribution ne sont pas les seuls moyens de lutter contre les inégalités sociales de santé. Des campagnes de prévention peuvent aussi être de puissants déterminants. Par exemple, la lutte contre le tabagisme améliore l'espérance de vie en bonne santé de la société, et en particulier des plus pauvres.

- L'éducation

Le niveau d'éducation et les diplômes influencent de manière notable l'espérance de vie. Huit ans d'espérance de vie à 25 ans séparent les hommes diplômés du supérieur de ceux qui ont un très faible niveau d'éducation dans les pays de l'OCDE (quatre ans pour les femmes). Cela revient à une différence de 32 ans de progrès médical. Une partie de la société vit donc en 1990, médicalement parlant.

- L'environnement

Sans compter sur les iniquités produites par le dérèglement climatique, les inégalités environnementales – en termes de climat, bruit, qualité de l'ensemble de l'environnement – sont à l'origine d'un très grand nombre de problèmes de santé.

Les comportements de santé, voire le système médical sont bien entendu également des déterminants de la santé à prendre en compte.

Les politiques de santé ont aussi leur rôle à jouer dans la santé globale des populations. Leur efficacité dépend largement du volume d'argent qui est investi et l'efficacité avec laquelle cet argent est utilisé.

Selon l'un des experts, les caractéristiques des systèmes de santé qui apportent le plus d'efficacité sont :

- La prévention : il s'agit du moyen le plus efficace en termes de retour sur investissement en amélioration de la santé pour chaque euro dépensé ;
- La générosité de la couverture médicale minimale : sans couverture médicale minimale suffisante, les personnes renoncent souvent à se soigner et développent des maladies plus graves qui coûteront plus cher. Traiter généreusement, le plus vite possible, prend une part importante dans l'efficacité du système de santé.



## **L'espérance de vie en bonne santé**

La notion d'espérance de vie sans incapacité ou d'espérance de vie en bonne santé a été récemment introduite. En France, mais aussi en Allemagne et en Suisse, les espérances de vie sont très élevées par rapport aux autres pays de l'OCDE, mais l'espérance de vie en bonne santé, elle, est relativement médiocre en France comparée à d'autres pays européens. Pour la France, cela reflète un système de santé efficace, qui prend en charge de manière assez équitable la population. Cependant, cela indique aussi de nombreuses années vécues avec de fortes incapacités, ce qui n'est pas très réjouissant.

L'amélioration de l'espérance de vie en bonne santé implique de commencer très tôt à lutter contre ce qui peut rendre malade à soixante ans passés, ce qui suppose de mettre en place une politique de prévention efficace, et ce dès le plus jeune âge.

## **Zoom sur le développement durable**

### **Le paradoxe de la croissance durable**

Les indices de développement humain englobent bien plus que la satisfaction des besoins de base et l'augmentation des revenus (qui reste malgré tout une condition nécessaire). Ils incluent des facteurs qui mèneront à une vie riche de sens, ancrée dans l'expansion des libertés. Il est donc important d'y inclure deux aspects fondamentaux du développement humain : la capacité d'agir (participer à la prise de décision et faire des choix), et les valeurs, en accordant une attention particulière à nos interactions avec la nature, à notre rôle de gardiens de la planète.

Pour l'un des experts, c'est un paradoxe et un défi. En effet, la croissance et le PIB ont une empreinte carbone et environnementale. Il existe d'ailleurs une corrélation très claire entre richesse et empreinte carbone. Plus les personnes s'enrichissent – ce qui est une démarche souhaitable – plus elles participent à la destruction de la planète et contribuent au réchauffement climatique. Ce processus est également source d'inégalités : les pays les plus riches de la planète sont souvent ceux qui émettent le plus de gaz à effet de serre, mais ce sont les pays les plus pauvres qui en souffrent le plus. Un découplage entre revenu et empreinte carbone est certainement souhaitable mais encore jamais réalisé totalement jusqu'ici. Un expert explicite le problème via la figure d'un triangle d'impossibilité entre trois objectifs qui paraissent mutuellement exclusifs : la croissance économique, la transition environnementale et la justice sociale. Pour lui, il est très difficile de remplir deux objectifs sans échouer sur le troisième.



## Impliquer les politiques

Pour s'approcher de l'optimum entre croissance, transition environnementale et justice sociale, un équilibre subtil entre des politiques de différentes natures doit être trouvé<sup>3</sup> notamment par le biais de mécanismes de redistribution assez complexes, qui pour le moment sont inexistants, et viseraient à maintenir des incitations tout en préservant les conditions de vie et le budget des ménages.

Pour l'un des experts, il y a un manque criant d'investissements dans des travaux de recherche permettant d'envisager des processus pour réaliser cette transition énergétique sur le moyen et long terme.

## II. Les recommandations et actions concrètes

### Prioriser le fonctionnement de l'école et de la formation professionnelle

Au regard du rôle fondamental de l'éducation et des connaissances dans le bon fonctionnement des sociétés, l'un des intervenants mettrait la priorité sur des actions en faveur d'un fonctionnement efficace et équitable du système scolaire et de la formation professionnelle. La réforme du système éducatif apparaît être la priorité socio-économique pour notre pays et pour de nombreux autres.

Alors qu'historiquement, les budgets de l'éducation ont augmenté au cours du vingtième siècle sur l'ensemble des pays, cette tendance change depuis quelques années.

Il faut savoir s'interroger sur les inégalités des formations et sur leurs débouchés pour peut-être revoir les besoins avec plus de flexibilité ou que l'apprentissage se fasse plus graduellement, tout au long de la vie professionnelle. La revalorisation de certaines professions, aujourd'hui délaissées car elles n'aboutissent pas à des métiers suffisamment reconnus et/ou rémunérés est également une piste de travail.

Un autre intervenant ajoute que *«penser avoir des personnels qualifiés, des bons personnels, sans les payer à un juste niveau (voire sans les payer du tout dans certains pays) relève du non-sens.»*

### Mener des réflexions sur l'éventail des salaires

Selon l'un des experts, il faut en finir avec les politiques qui ne viennent que compenser, colmater des brèches sans comprendre ni agir sur la racine des problèmes. Ce type de politique est en train de faire peser l'essentiel de leur poids financier sur les classes moyennes qui s'appauvrissent et risquent de basculer dans la pauvreté au lieu de combattre cette dernière. Le recul de la pauvreté, qui avait créé la classe moyenne sur les 50 dernières années, tend à s'inverser.

<sup>3</sup> référence à VONA F., *Managing the distributional effects of environmental and climate policies : The narrow path for a triple dividend*. OECD Environment Working Papers, No. 188, OECD Publishing, Paris, 2021



*« Changer de paradigme suppose d'investir à long terme pour envisager des traitements qui sont un peu plus de fond » ajoute-t-il.*

Bien sûr, les politiques publiques ont leurs limites en termes de rémunération du travail. Mais dans les années 70 ou 80, les économistes réfléchissaient à la question, - cette discussion a aujourd'hui totalement disparu. Ceci renvoie à la problématique de la valorisation des diplômes et des formations techniques. Une des solutions évoquées serait d'inscrire les salaires les plus hauts et les plus bas dans la loi, mais la justice sociale ne peut pas se faire uniquement par décret. Le contrat social en entier doit être revisité. Un des freins à ce rééquilibrage reste la compétition internationale dans un marché globalisé où il devient difficile de taxer les plus talentueux qui vont ailleurs. Un intervenant appuie d'ailleurs le fait que le contrat social avantagerait tout autant les riches *« Si les riches veulent profiter de leur richesse, ils ont tout intérêt à ce qu'il y ait une paix sociale et plus de bonheur partagé. »*

## **Anticiper et prévenir**

Il existe de nombreuses manières d'anticiper des problèmes de santé ou d'éducation et d'améliorer le capital humain global. Par exemple, il est possible de créer des installations sportives en extérieur, mettre en place des routines culturelles sportives, valoriser et renforcer les moyens dans l'éducation surtout dans les zones défavorisées.

Dans certains pays, souvent riches, les systèmes de prévention montrent leur efficacité. Plus elle commence tôt, et plus le retour sur investissement est important. Mais cela prend du temps, et les politiques qui mettent en place les systèmes de prévention cherchent souvent une gratification immédiate, incompatible avec la notion même de prévention.

Cependant, les politiques ne sont pas les seuls à bouder la prévention : malgré les programmes de prévention existants et gratuits, les personnes n'y participent pas forcément d'eux-mêmes. Par exemple, bien que des colonoscopies recommandées tous les 5 ans après 60 ans (et prises en charge par la sécurité sociale en France) réduisent considérablement la mortalité du cancer du côlon, les concernés ne s'y soumettent pas. De même, les fumeurs ne veulent pas arrêter de fumer, y compris parmi eux des médecins qui connaissent très bien les dangers du tabac. Aussi, l'activité physique qui est un déterminant important de la santé, est souvent délaissée.

L'expert explique que la prévention est souvent écartée parce qu'elle évoque des restrictions, des contraintes aux droits et libertés. Afin de tordre le cou à cette image négative de la prévention, certains pays essaient de divertir pour changer les comportements ou en provoquer de plus sains, avec ce qu'on appelle des politiques du « nudge ». Dans cette optique, les Suédois ont par exemple équipé des escaliers dans les stations de métro de touches de piano. Les populations sont incitées doucement à adopter des comportements qui sont bénéfiques à la santé, voire la société en général.



L'un des chercheurs souligne que les politiques de prévention ne sont souvent pas assez claires, ce qui brouille les messages. « *On est bombardé de messages de prévention, ce qui affaiblit l'efficacité globale des campagnes.* » Il existe des systèmes dans le monde qui accompagnent davantage les personnes, les prennent plus par la main, et sont de fait plus efficaces. A Singapour par exemple, des agents se déplacent d'appartements en appartements pour vérifier que les lieux de pontes des moustiques (points d'eau stagnante) soient réduits au maximum. C'est totalement personnalisé et donc très efficace mais cela a un coût que tous les pays ne peuvent pas se permettre.

### **Lutter contre la désinformation**

Le problème de la désinformation est majeur et inquiète beaucoup en ce moment. En particulier, la récente pandémie de Covid19 a mis sur le devant de la scène le pouvoir de la désinformation populiste et de propos anti-science qui poussent au questionnement de sujets qui ne l'étaient pas forcément auparavant. Même l'éducation ne protège pas contre ces pensées populistes et c'est une vraie menace. L'un des experts explique qu'il a été calculé qu'aux Etats-Unis, près de 60 000 personnes sont mortes de la désinformation en l'espace de 8 mois pendant la pandémie. C'est également un enjeu pour les démocraties, soutient l'un des intervenants. Le passage à la 5G dans certains États américains avait été suivi d'une baisse de confiance dans les institutions notamment. Ces constats renvoient à l'importance de cultiver l'esprit critique, en particulier dans le système éducatif.

### **Combattre les inégalités par le bas**

Que ce soit en éducation ou en santé, un intervenant explique que la meilleure façon d'augmenter la moyenne (quel que soit l'indicateur suivi), c'est d'améliorer la performance du bas de la distribution, car celle-ci est souvent asymétrique. En termes de revenus par exemple : il y a peu de gens très riches et beaucoup de gens modestes ou pauvres. De même pour la longévité qui est naturellement plafonnée, donc pour augmenter l'espérance de vie moyenne, il faut se concentrer sur les personnes qui ne vivent pas longtemps et sont généralement victimes d'inégalités.

Actuellement, les plus aisés se voient financer beaucoup plus d'années de vie, et d'années de vie en bonne santé, par le socle de la société, c'est-à-dire les moins aisés. Ce sont eux qui profitent des systèmes de retraite le plus longtemps par exemple. Là encore, repenser le contrat social semble indispensable pour rétablir ces déséquilibres et obtenir une meilleure redistribution. Ceci invite par exemple à investir en particulier sur les segments les plus pauvres de la société.



## **Définir certains traitements comme biens publics mondiaux**

Pour lutter contre les inégalités, une solution est d'offrir la même chose à tout le monde. L'un des intervenants apprécie particulièrement cette notion de bien public mondial. Dans cette optique de partage, l'OMS a dressé une liste de près de 600 médicaments efficaces, sans brevet, approuvés et jugés essentiels qui bénéficieraient au monde s'ils étaient distribués à tous. Malgré tout, l'accès à ces médicaments essentiels demeure peu répandu dans de nombreux pays.

Se pose alors la question des actions qui pourraient transformer cette liste en biens mondiaux. Une couverture maladie efficace ouvre la possibilité d'obtenir ces médicaments et de les utiliser, mais tout le monde n'y a pas accès et le prix des médicaments devient alors un frein à leur utilisation. Mais avant même cette étape, il faut que tout le monde puisse produire ces médicaments. La levée des brevets n'est pas le seul frein à la production des médicaments ou des vaccins, encore faut-il le savoir-faire et les compétences humaines, techniques et les infrastructures nécessaires. Le transfert de technologie et de compétences demeure donc crucial.

L'un des experts précise que la notion de bien public ne nécessite pas la gratuité ni même la levée des brevets. Elle nécessite surtout que sur tous les continents, toutes les populations qui en ont besoin, puissent accéder à ces médicaments et qu'ils soient abordables. Pour lui, il faudrait militer pour que les listes des médicaments essentiels – de même que des diagnostics et autres outils incontournables – soient accessibles et abordables à l'international. Pour cela, il songe notamment à l'apport de la philanthropie.

Un autre chercheur aborde le sujet de l'innovation. Pour lui, il n'y a pas d'innovation sans rente mais ces rentes ne doivent pas être perpétuelles (elles devraient s'inscrire dans un mécanisme Schumpeterien de destruction créatrice). Ainsi, pour permettre à la concurrence de se développer et proposer de nouveaux produits, il ne doit pas y avoir de barrière à l'entrée, ni de situation de monopole perpétuel comme ce qui peut être observé dans le milieu de la tech actuellement.



## Conclusion

Le développement humain est un sujet complexe d'autant qu'il n'est pas fixe. La population planétaire est en augmentation ce qui crée des tensions considérables sur la planète et sur les écosystèmes.

De grands défis nous attendent. Il faudra arriver à poursuivre les progrès que nous connaissons depuis plus d'un siècle, tout en réglant des problèmes inhérents, en particulier d'inégalité, qui commencent à s'accumuler, autant que les nouveaux défis de protection planétaire.

Nos experts rappellent que les progrès acquis ne sont pas irréversibles. Pendant longtemps, on a parlé d'accumulation de capital humain avec cette idée d'un avancement perpétuel du progrès humain, mais cela n'est pas toujours le cas. En particulier localement, les situations peuvent basculer à tout moment, des maladies éradiquées peuvent réapparaître et des pays que l'on pensait sortis d'affaires avec une démocratie en place, un niveau d'éducation élevé et une situation stable peuvent sombrer dans la guerre.

Les équilibres sont très fragiles.

**+ DE DÉTAILS**  
sur l'association

*Restitution des ateliers,  
publication de notes, communication  
sur les réseaux sociaux...*



RePlanet France  
**LES ÉCOHUMANISTES**

# Contacts

---



**LAUREN  
DELAGE**  
Cheffe du projet  
*Les Ateliers écohumanistes*



**MYRTO  
TRIPATHI**  
Co-fondatrice  
et Présidente  
*Replanet France*

